

Brèves économiques et financières

Semaine du 12 au 18 avril 2019

Résumé :

- Le secteur des services en chute de 0,4% en février par rapport au mois précédent
- L'indice IBC-Br de février confirme le recul de l'économie brésilienne sur ce début d'année, avec -0,73% m.m en février
- Le processus législatif est enclenché pour la réforme de la Sécurité Sociale (PEC 6) : le gouvernement cède des points mineurs face aux parties du Centre mais garde la réduction de l'Abono Salarial
- Petrobras annonce une hausse du prix du diesel et fait face à une nouvelle menace de grèves des chauffeurs routiers
- Evolution des marchés du 12 au 18 avril 2019

Le secteur des services en chute de 0,4% en février par rapport au mois précédent

D'après l'IBGE, le volume des services est en baisse de pour le deuxième mois consécutif à -0,4% en février par rapport à janvier, accumulant une baisse de -0,9% sur les deux premiers mois. L'indice est inférieur de 11,4% au maximum de la série en novembre 2014, et est donc loin du son niveau d'avant crise. Cependant, par rapport à février 2018, le volume des services est en hausse de +3,8%.

Par secteur, la baisse mensuelle est à mettre à l'actif des transports (-2,6% m.m) qui subit une troisième baisse consécutive, fortement impacté par le transport aérien. Les services au ménage sont également en baisse, de -1,1%.

L'indice IBC-Br de février confirme le recul de l'économie brésilienne sur ce début d'année, avec -0,73% m.m en février

L'indice d'activité IBC-Br de la Banque Centrale (BCB), principal indicateur avancé de la croissance du PIB brésilien, chute de nouveau en février (-0,73%) par rapport au mois précédent, après avoir reculé de 0,31% en janvier par rapport à décembre. Ces chiffres constituent une nouvelle surprise négative pour le marché, qui s'attendait à -0,3% m.m.

Les effets néfastes de la tragédie du barrage de Brumadinho sont en cause, impactant fortement le secteur de l'industrie extractive, l'un des fers de lance de l'économie brésilienne. De plus, le climat d'incertitude institutionnel, lié en partie au débat sur la réforme de la sécurité sociale, entrave la confiance des entreprises et des ménages.

Dans ce contexte, les anticipations pour le PIB au Brésil (sondage de la BCB auprès des opérateurs de marché) se sont de nouveau détériorées pour 2019, passant de +2,28% début février, à 1,95% aujourd'hui. Elles baissent également pour 2020 (passant de 2,8% il y a un mois, à 2,6%).

Le processus législatif est enclenché pour la réforme de la Sécurité Sociale (PEC 6) : le gouvernement cède des points mineurs face aux partis du Centre mais garde la réduction de l'Abono Salarial

Depuis le 9 avril, le projet de loi pour la réforme de la Sécurité Sociale (dont les retraites constituent le volet le plus important) a commencé le processus législatif. Ce processus comporte 4 étapes. La première consiste en un passage par la Commission de la Constitution et de la Justice, où est présenté le texte puis voté par les 66 membres de cette Commission (elle nécessite 50% + 1 voix pour passer cette étape).

Or, cette première étape – la Commission de la Constitution et de la Justice (CCJ) – devait s'achever au mieux le 17 avril, mais faute d'accord dans la Commission, le vote est repoussé d'une semaine (pour le 23 avril). **En effet, des députés du Centrão (groupe de parties politiques plutôt centriste disposant de nombreux sièges à la Chambre**

des Députés) souhaitent retirer cinq points mineurs de la réforme. Cependant, le gouvernement a réussi à garder un point clé : la réduction de l'*Abono salarial*, mesure qui doit avoir plus impact majeur sur les économies budgétaires. Cette prime aux travailleurs gagnant moins de 2 salaires minimum doit être réduite à ceux gagnant un salaire minimum, et permettre un gain de 150 Mds R\$ sur 10 ans d'après le gouvernement, soit 14% des économies prévues.

Ce refus du texte a eu des conséquences sur les marchés financiers : sur la journée du 17 avril, le dollar américain a pris +0,79% par rapport au Real (s'établissant en fin de journée à 3,94 BRL/USD) et l'Ibovespa (principal indice boursier brésilien) a chuté de 1,1%. Il faut s'attendre à ce que les marchés financiers soient volatiles dans les prochains mois et varient en fonction de l'avancée de la réforme PEC 6.

Alors que l'objectif de gouvernement était à la base de faire passer cette réforme avant la fin du premier semestre 2019, ce calendrier semble difficile tant le sujet fait débat au sein de l'Assemblée et le processus législatif est long. En effet, celui-ci comporte 4 étapes :

1. Commission de la Constitution et de la Justice (CCJ) : nécessitant 34 votes sur les 66 membres de la Commission ;
2. Commission spéciale : la réforme PEC 6 est examinée par une commission spéciale désignée par les chefs de partis. Des séances plénières peuvent être organisées avec des experts avec possibilité d'amendements ;
3. Séance plénière à la Chambre des Députés : la réforme est votée à la Chambre des Députés, en 2 tours, et nécessite 60% des voix (car réforme constitutionnelle) ;
4. Vote du Sénat : vote sur le texte voté définitivement par la Chambre nécessitant 49 votes sur 81 (vote en 2 tours). Si le vote est rejeté, le projet de loi revient à la Chambre pour un nouveau débat.

L'équipe économique du gouvernement a présenté un projet initial de réforme très ambitieux, dont il estime qu'il pourra dégager des économies de 1000 Mds R\$ en 10 ans. Les analystes tablent sur le passage d'une réforme plus allégée (peut-être sans le volet capitalisation), pouvant économiser 600-800 Mds, au plus tôt en juin, voire en septembre 2019.

Petrobras annonce une hausse du prix du diesel et fait face à une nouvelle menace de grèves des chauffeurs routiers

Petrobras a décidé cette semaine une hausse de 4,84% du prix moyen du diesel dans les raffineries. La semaine précédente, l'entreprise avait voulu augmenter le prix de 5,74% avant de se rétracter, suite à la critique du Président J.Bolsonaro. Cependant, l'entreprise publique a souhaité montrer son indépendance cette semaine via cette hausse.

Des chauffeurs routiers menacent de faire grève à partir du 29 avril face à cette décision. Pour rappel, en mai dernier, les chauffeurs routiers se sont mis en grève pendant plus d'une semaine, paralysant l'économie brésilienne et influant fortement sur les résultats économiques du deuxième trimestre. La grève aurait coûté 30 Mds R\$ au secteur public d'après les estimations du moment.

Evolution des marchés du 12 au 18 avril 2019

| Indicateurs ¹ | Variation Semaine | Variation Cumulée sur l'année | Niveau |
|--------------------------|-------------------|-------------------------------|--------|
| Bourse (Ibovespa) | -0,2% | +7,2% | 94 550 |
| Risque-pays (EMBI+ Br) | +1pt | -22pt | 254 |
| Taux de change R\$/USD | +1,8% | +3,7% | 3,93 |
| Taux de change R\$/€ | +1,6% | +2,6% | 4,41 |

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Rédacteurs : Julio RAMOS-TALLADA-Conseiller Financier ; Vincent GUIET-adjoint.

¹ Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.